



FS-SSCT du 25 mars 2025 de 14h à 17h

Présent-es :

Le Dasein par intérim : M. POUJOLS, président de séance.

Une secrétaire administrative de séance : Mme JEAN.

Pour la FSU : Carole ALBENQUE, Julie BERNAT (en visio), Karine INDELICATO-ALAU, Maryline LAUMOND, Céline PETIT, Anne ZANETTA.

Pour l'UNSA : Sophie HERAN (en visio), Hélène GARRIC, , Sébastien LE GALL, Sophie PERIE,

Déclaration liminaire de la FSU

Réponses de l'administration à la déclaration liminaire de la FSU:

- Les secrétaires générales d'EPL sont fragilisées par de nouveaux outils logiciels et l'administration y est attentive. Il y a un comité qui a été mis en place il y a 2/3 ans pour leur permettre de sortir de cet isolement. Actuellement, il n'y a pas de décharge ou de compensation financière pour les 2 coordonatrices de ce comité. La possibilité de frais de déplacement pour ce comité est en discussion. Concernant l'autorité fonctionnelle (Conseil Départemental) dont elles dépendent, elle se déploie très lentement.
- Concernant l'obligation d'emploi de personnels en situation de handicap à 6%, elle est respectée par l'EN.

La 1ère partie de l'instance a porté sur l'organisation des visites d'écoles et d'établissements du 2nd degré effectuées par la FSSCT12 dans le cadre de ses missions, la restitution des compte-rendu élaborés à l'issue de chacune de ces visites.

Une partie non négligeable de l'instance et du groupe de travail du matin a été consacrée à l'analyse des signalements sur le Registre Santé et Sécurité au Travail.

Analyse des RSST depuis la dernière extraction présentée lors de la FSSCT du 7 novembre 2024 :

Il y a 137 RSST sur cette dernière extraction (du 15/10/24 au 10/03/25) dont 117 pour Risques Psycho-sociaux. Il y a 3 grandes problématiques dans cette extraction : les 2èmes concernent essentiellement le 1^{er} degré alors que la 3ème concerne surtout le 2nd degré.

- les violences (verbales et/ou physiques) subies par les PE, les AESH ... en raison du comportement d'un-e ou plusieurs élèves.

- les tensions et agressions subies par les directeur-trices, les PE en raison des relations compliquées avec certaines familles.

- les relations difficiles avec la hiérarchie, un autoritarisme dénoncé par des enseignants, des personnels de vie scolaire, des personnels administratifs...

Les réponses de l'administration sont toujours les mêmes lorsqu'il s'agit des violences subies par les personnels en raison du comportement d'un élève : l'équipe de circonscription accompagne l'équipe enseignante, une ESS a eu ou va avoir lieu, un aménagement de l'espace classe a été proposé... **La FSU rappelle les séquelles psychologiques et les traumatismes que certain-es de nos collègues vivent au quotidien. Elle demande à l'administration d'orienter les personnels victimes vers la psychologue du travail .**

L'IA-DASEN adjointe dit que certains enfants ne sont pas diagnostiqués. La FSU lui rappelle que les RASED ont perdu beaucoup de postes et que c'était l'une des missions des psychologues scolaires de tester les élèves en cas de besoin.

En réponse à l'un des RSST, les membres demandent la mise en place de formations communes AESH/PE/ATSEM sur le temps de travail.

Le Président par intérim dit qu'il faut maintenant que l'EN pense l'école avec les maires, qu'il y ait un réel travail commun.

La FSU intervient alors pour dénoncer l'accueil qui est fait au dispositif ULIS créé à la rentrée : rien n'est anticipé, il n'y a pas de travail commun mairie/EN.

Concernant les relations parents/élèves qui sont parfois compliquées en raison de situations familiales compliquées, la FSU dénonce l'obligation faite aux enseignants du 1^{er} degré d'annoncer aux familles lorsqu'ils ont fait une IP.

Le Président indique que l'administration est en pleine réflexion sur ce sujet qui sera abordé en conseil d'IEN.

La FSU rappelle la nécessité de former les personnels de l'EN sur la maltraitance (repérer les indices), sur l'écoute et le recueil de la parole...

Concernant un RSST d'un personnel du 2nd degré qui s'épuise à parcourir de nombreux KM (affectation éloignée du domicile et service partagé), le président nous dit que l'administration essaie d'éviter des postes partagés : 5 enseignants sont sur 3 établissements (occitan). L'administration fait un travail en fine dentelle avec l'ADEME pour éviter ces situations

Validation de nouveaux avis : tous ont été votés à l'unanimité.

Avis n°1 :

Les membres de la FSSSCT12 demandent, même si le décret ne l'impose pas, que les supérieurs hiérarchiques écrivent les suites données lorsque le registre Santé et Sécurité au Travail est saisi.

Avis n°2 :

Les membres de la FSSSCT12 demandent que les personnels de l'Éducation Nationale en poste à l'ITEP de Grèzes puissent accéder, comme tous les autres personnels de l'Éducation Nationale, au RSST dématérialisé via l'application ARENA.

Avis n°3 :

Les membres de la FSSSCT12 constatent le nombre grandissant de signalements sur le RSST dénonçant des situations d'agressions verbales ou physiques par des parents d'élèves envers les personnels de l'Éducation Nationale.

Les membres de la FSSSCT12 demandent que lors de menaces et d'agressions de parents envers les personnels, les supérieurs hiérarchiques convoquent systématiquement les parents pour un rappel au cadre.

Avis n°4 :

Les membres de la FSSSCT12 constatent que lorsqu'un personnel de l'Éducation Nationale, en situation de handicap, demande l'accompagnement financier de l'aménagement de son poste de travail, l'administration répond que l'enveloppe budgétaire est vide.

Les membres de la FSSSCT12 demandent que toute adaptation du poste de travail d'un agent de l'Éducation Nationale en situation de handicap soit financée par l'Éducation Nationale.

Avis n°5 :

La FSSSCT12 rappelle les risques encourus par les déplacements routiers, l'importante charge mentale, source de production d'erreurs et le manque de réactivité lors de la gestion de plusieurs sites d'écoles ou d'établissement. Pour garantir la santé et la sécurité des personnels et des élèves, elle s'oppose donc à la fusion de toute école ou établissement dont les locaux sont éloignés.

Questions diverses

- Quel accompagnement financier pour les personnels en situation de handicap ?

Le président indique que les aides sont multiples : aide financière de la FIPHFP, aides diverses telles que les prestations de compensation du handicap, l'aménagement du temps de travail (temps partiel, horaires, télétravail...), la possibilité de reclassement, de retraite...

La FSU intervient pour rappeler au Président que l'aide financière de la FIPHFP est conditionnée au versement de l'aide financière au personnel de l'EN. Or, l'enveloppe budgétaire est vide donc, par exemple, un personnel qui aurait besoin d'une aide financière pour l'achat de ses prothèses auditives (prix exorbitant) ne pourrait recevoir l'aide de la FIPHFP car l'EN n'a pas le budget pour lui verser l'aide financière de l'employeur !!

- Prévention : quelles communications faites à l'entrée des écoles et des établissements scolaires de l'Aveyron? Lors de la dernière instance FSSSCT, une communication globale sera faite par les Conseillers de Prévention puisque les membres n'ont pas proposé de communication telle que celle souhaitée par l'administration. **La FSU avait rappelé à l'administration lors d'un précédent GT que les membres n'étaient pas des publicitaires.**

- La date de la dernière journée de formation académique des membres est-elle prévue ? Les Conseillers de prévention départementaux n'ont pas eu l'information.

- Dans quelle(s) circonstance(s) une école ou un établissement doit-il déclarer un fait d'établissement?

Tout fait ayant un impact sur le climat scolaire, toute atteinte aux personnes, tout harcèlement scolaire, toute atteinte à la laïcité... doit faire l'objet d'un fait d'établissement. Il y a 3 niveaux et ce sont les réponses cochées qui déclenchent le niveau :

niveau 1 : fait préoccupant

niveau 2 : transmission automatique au DASEN et au recteur

niveau 3 : transmission automatique au DASEN, au recteur DASEN et au ministère.

Combien y-a-t-il eu de faits d'établissement depuis le 01/09/24 et sur l'année scolaire 2023/2024 ?

Du 1er septembre 2023 au 31 août 2024, il y a eu 299 Faits établissements (166 pour le 1^{er} degré et 133 pour le 2nd degré) :

64 de niveau 1 (37 pour le 1^{er} degré et 27 pour le 2nd degré)

176 de niveau 2 (96 pour le 1^{er} degré et 80 pour le 2nd degré)

59 de niveau 3 (33 pour le 1^{er} degré et 26 pour le 2nd degré)

Du 1er septembre 2024 au 20 mars 2025, il y a eu 216 Faits établissements (136 pour le 1^{er} degré et 80 pour le 2nd degré)

35 de niveau 1 (30 pour le 1^{er} degré et 5 pour le 2nd degré)

121 de niveau 2 (73 pour le 1^{er} degré et 48 pour le 2nd degré)

60 de niveau 3 (33 pour le 1^{er} degré et 27 pour le 2nd degré)

➤ Combien y-a-t-il eu de demandes ASA accordées avec traitement depuis le 01/09/24 ?
sans traitement depuis le 01/09/24 ? avec traitement sur l'année scolaire 2023/2024 ?
sans traitement sur l'année scolaire 2023/2024 ?

Sur l'année 2023/2024, il y a eu 1513 jours d'ASA accordés (96 jours pour évènements familiaux, 26 jours pour candidatures aux concours, 5 jours pour préparation aux concours, 324 jours pour réunions pédagogiques, 733 jours d'autorisations diverses et 329 jours de garde d'enfant) correspondant à 1319 ASA / 79 jours d'ASA sans traitement pour 70 ASA sans traitement accordés et 67 PE demandeurs